



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Affaires Culturelles

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:

**Boutique du Musée des Arts et Traditions Populaires de Draguignan - Nouveaux articles et prix**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

**ABSENT(S) :**

CERET Stéphan

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Madame Nicole FANELLI

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Transmis le : 22 DEC. 2014

Affiché le : 22 DEC. 2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Afin de maintenir l'attractivité de l'espace boutique du musée, de nouveaux articles sont régulièrement proposés aux visiteurs.

Ainsi, les produits suivants sont proposés à la vente :

<b>LIVRES</b>	<b>Prix d'achat</b>	<b>Prix de vente</b>
Une enfance provençale au temps de la première guerre mondiale	18,20 €	28,00 €
Officier artilleur de la grande guerre	29,50 €	29,50 €

<b>PRODUITS DU TERROIR</b>	<b>Prix d'achat</b>	<b>Prix de vente</b>
Miel de maquis 500 gr	6,54 €	8,50 €

<b>PRODUITS COSMETIQUES</b>	<b>Prix d'achat</b>	<b>Prix de vente</b>
Savon cube 265 gr	2,10 €	5,20 €
Savon coupe brut détachant 240 gr	1,90 €	4,80 €
Savon stick détachant de voyage	0,50 €	2,00 €
Savon liquide du hammam 500 ml	4,50 €	10,50 €
Boîte bois savon exfoliant 100 gr	2,15 €	5,20 €

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Culture réunie le 5 décembre 2014, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir approuver la présente délibération.

Les recettes afférentes sont inscrites au Budget général, chapitre 70, article 7088.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.